



BULLETIN D'INFORMATION

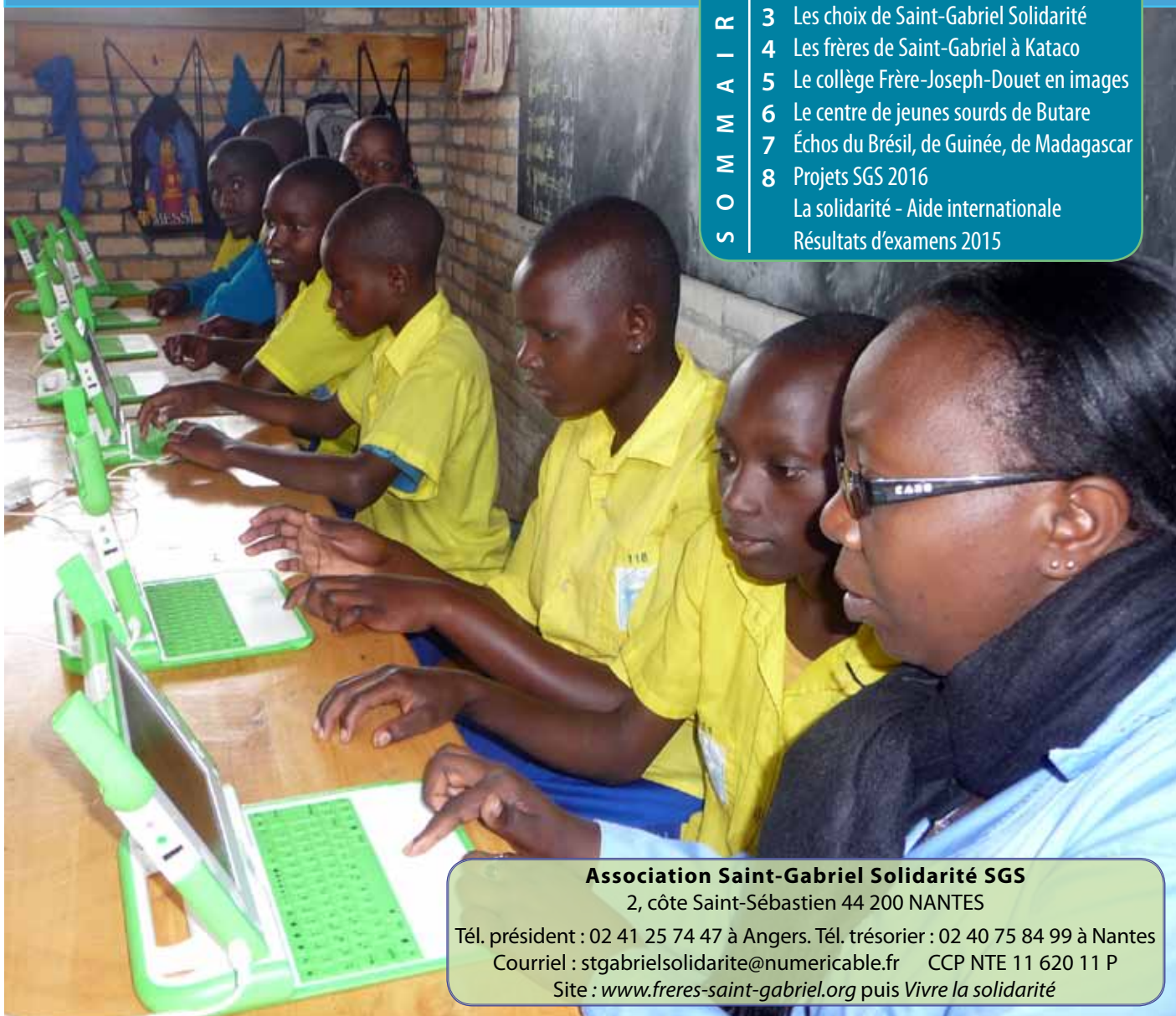
N° 22 - Décembre 2015

« Éduquer est une mission qui rapproche beaucoup de jeunes du **bien**, du **beau**, du **vrai**. »

(Pape François)

S O M M A I R E

- 2 Éditorial - Les droits des enfants
- 3 Les choix de Saint-Gabriel Solidarité
- 4 Les frères de Saint-Gabriel à Katakaco
- 5 Le collège Frère-Joseph-Douet en images
- 6 Le centre de jeunes sourds de Butare
- 7 Échos du Brésil, de Guinée, de Madagascar
- 8 Projets SGS 2016
- La solidarité - Aide internationale
- Résultats d'examens 2015



Association Saint-Gabriel Solidarité SGS

2, côte Saint-Sébastien 44 200 NANTES

Tél. président : 02 41 25 74 47 à Angers. Tél. trésorier : 02 40 75 84 99 à Nantes

Courriel : stgabrielsolidarite@numericable.fr CCP NTE 11 620 11 P

Site : www.freres-saint-gabriel.org puis Vivre la solidarité



Conduire le monde vers un avenir meilleur

En France, l'éducation est pour les jeunes la voie vers une profession. Pour les enfants des pays en voie de développement c'est l'unique chance de mettre fin au cycle de la pauvreté. L'éducation est aussi une force de paix car elle permet de développer des valeurs universelles de justice, de tolérance, de liberté et démocratie. L'ignorance est cause de trop de maux et de blocage dans l'évolution des mentalités.

Les dons qui sont adressés à Saint-Gabriel Solidarité assurent l'accès à l'éducation

à des enfants et jeunes et contribuent à lutter contre la misère et à conduire le monde vers un avenir meilleur. Que des enfants ne puissent pas accéder à l'éducation est une révoltante injustice contre laquelle nous devons nous mobiliser, chacun selon ses moyens, même si la part principale revient d'abord aux responsables politiques.

L'éducation est essentielle à l'épanouissement des personnes et indispensable à la construction d'un avenir prometteur.

Frère Robert Bauvineau, président SGS

L'ONU vient d'adopter (25-27 septembre 2015) un nouveau programme de développement. Les États doivent s'engager à nouveau sur un objectif à atteindre à l'horizon 2030 : « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Cela se traduit par un accès égal à l'éducation pour les filles et les garçons, par des possibilités d'apprentissage et d'alphabétisation offertes aux adultes et notamment aux femmes.

Selon l'UNESCO, 57 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école restent aujourd'hui non scolarisés, même si on note une progression de la scolarisation depuis 15 ans dans les pays en développement. L'Afrique subsaharienne

accuse un réel retard. En Guinée et au Burkina Faso, pays dans lesquels intervient Saint-Gabriel Solidarité dans cinq établissements, le taux d'alphabétisation pour les 15-24 ans est de 45 % en 2015.

À Madagascar, l'évêque d'Antsirabé, Mgr Ranaivomanana, répète : « L'éducation est un enjeu essentiel ». Dans ce pays, le décrochage scolaire s'est amplifié en raison notamment du manque d'infrastructures scolaires, de professeurs et du faible revenu des ménages. Contrairement à d'autres pays, le taux de scolarisation a chuté de 10 % entre 2005 et 2010. Les frères de Saint-Gabriel, quant à eux, assurent une formation à plus de 4 500 enfants et jeunes à Tananarive, à Majunga, à Tamatave, à Fandriana, avec le soutien de plusieurs associations.

Les droits des enfants passent aussi par leur état civil

Selon l'UNICEF, 35 % des enfants de moins de 5 ans dans le monde n'ont jamais eu leur naissance enregistrée officiellement. Pour des raisons diverses : les parents habitent loin des structures d'enregistrement ou, très pauvres, s'imaginent que la déclaration est payante. Parfois c'est l'État qui refuse d'enregistrer les nouveau-nés parce qu'ils appartiennent à une minorité ethnique opprimée. Actuellement,

les enfants nés au Liban de parents syriens n'ont pas d'état civil. Or l'acte de naissance est le premier



L'acte de naissance est le premier des droits.



des droits parce qu'il atteste de l'existence de l'identité d'un individu. Sans lui, tous les autres droits

peuvent être bafoués. L'absence d'état civil laisse la porte ouverte à tous les abus : quand on n'a pas de papiers comment prouver qu'on est trop jeune pour travailler ou participer à la vie civique de son pays ou obtenir l'autorisation de ses parents si on souhaite se marier avant sa majorité ou trouver un emploi ? Nom, nationalité, filiation : l'association de ces trois éléments constitue l'identité d'une personne.

LES CHOIX DE SAINT-GABRIEL SOLIDARITÉ



Frère Robert Bauvineau,
président de SGS

Il est tout à fait légitime que les donateurs et bienfaiteurs qui soutiennent Saint-Gabriel Solidarité sachent comment se répartissent les aides versées chaque année aux différentes œuvres d'éducation soutenues. C'est l'objet du texte qui suit.

La congrégation des frères de Saint-Gabriel est aujourd'hui présente dans plus de 30 pays dans le monde. Son gouvernement est assuré par un conseil général à Rome et des instances appelées provinces, au nombre de quinze, trois en occident (Canada, Espagne, France) et douze dans des pays en voie de développement ou en pays émergents (dont sept en Inde).

Il y a vingt ans, les responsables de la congrégation ont invité les provinces économiquement favorisées à soutenir les provinces des autres pays. C'est ainsi que la province de France a mis en place, en 1997, un Réseau de Solidarité en sollicitant d'anciens élèves, des amis, des établissements scolaires,

des bienfaiteurs, ceux et celles qui souhaitent s'engager, même modestement, à partager. Depuis, plusieurs associations sont devenues partenaires de Saint-Gabriel Solidarité. Elles lui apportent leur précieux concours : *Sol Esperança, Aider, Cœur du Monde, Sacs de Blé, ASPSA, Enfants Espoir et Vies, NDBA, Ourous Fraternité Saint-François, Papiers de l'Espoir.*

Les dons reçus ont été gérés d'abord par l'économat de la province de France et, depuis 2011, ils le sont par une association loi 1901 : association Saint-Gabriel Solidarité (SGS). Le tableau ci-dessous présente les pays auprès desquels intervient actuellement SGS avec la date du premier soutien.

	1997			2000				2004		2006		2008					2015	
BRÉSIL	[Green bar from 1997 to 2015]																	
INDE	[Yellow bar from 1997 to 2015]																	
MADAGASCAR				[Red bar from 2000 to 2015]														
RWANDA																		
GUINÉE																		
BURKINA FASO																		

Des aides ont été apportées occasionnellement à d'autres pays (Cameroun, Congo, Haïti, RCA, RDC, Sénégal, Philippines). En 2015, c'est une bonne dizaine de centres gabriélistes qui sont accompagnés. Une convention de trois ans est signée entre SGS et chaque centre de formation ; elle peut être renouvelée. Les demandes sont adressées à l'association avant le 15 d'octobre de chaque année après avoir été validées par le provincial dont dépend

l'œuvre éducative. Le conseil d'administration de SGS, compte-tenu des ressources dont il dispose, retient les dotations à attribuer pour l'année suivante. Des justificatifs de l'utilisation de la dotation sont envoyés à l'association : elles doivent correspondre aux demandes retenues.

Les principales aides sont utilisées pour la scolarité des élèves dont les parents ne peuvent pas en assurer le paiement, l'achat de manuels scolaires, de matériels

informatiques, des frais d'internat ou de pension, l'achat de véhicules, l'installation de panneaux solaires, des constructions de classes.

Grâce à Internet, un suivi et des échanges fréquents et réguliers sont rendus possibles, y compris dans les coins reculés d'Afrique, comme à Ourous (en Guinée)...

À sa manière, SGS contribue aux échanges et au rapprochement entre les peuples et à un peu plus de fraternité.

LES FRÈRES DE SAINT-GABRIEL À KATACO



*F. Robert Thiaw,
directeur du
collège Joseph-
Douet de Kataco*

Les frères de Saint-Gabriel sont arrivés à Kataco en octobre 2000 à la demande de l'archevêque de Conakry, en la personne de l'actuel cardinal Robert Sarah. La première implantation en Guinée est celle d'Ourous en octobre 1995, village natal du cardinal.

Kataco est un village non loin de Kamsar, la cité minière de la bauxite distante de 300 km de Conakry, la capitale du pays. Situé à une quinzaine de kilomètres de Kamsar, Kataco est peuplé essentiellement de l'ethnie baga, avec comme religion dominante le catholicisme mêlé d'animisme, mais on y trouve aussi des musulmans en grand nombre et des protestants. L'analphabétisme est encore un handicap majeur pour les populations de la région. Il est fréquent de trouver des jeunes de plus de 15 ans dans les écoles élémentaires.

À leur arrivée, les frères succédèrent aux sœurs de Saint-Joseph de Cluny à la direction de l'école primaire avant de se retirer au bout d'une dizaine d'années. Puis, ils ouvrirent un centre agricole qui n'a fonctionné que deux ans faute de motivation de la part de la population. Le collège Joseph-Douet démarra en octobre 2013 dans les locaux de ce centre qui ne disposait que de deux salles de cours, de deux petits bureaux et de deux toilettes. Grâce à Saint-Gabriel Solidarité

de France et au Fonds Romain-Landry du Canada, six salles de classe et un mur de clôture ont été réalisés en 2015. En 2014, il y avait eu l'installation de 20 panneaux solaires, financée par la province d'Espagne et le Fonds Romain-Landry, pour éclairer collège, internat et maison d'habitation des frères. Le 2 octobre 2001, le défunt martyr frère Joseph Douet¹ avait ouvert l'internat accueillant garçons et filles, chrétiens et musulmans, de la maternelle au CM2.

Ouvert le 3 octobre 2013 avec 50 élèves en classe de 6^e, le collège obtenait, le 17 mars 2014, son autorisation de création de la part du ministère de tutelle et le 3 juin 2015 son arrêté d'ouverture du même ministère. L'année scolaire 2014-2015, le collège a démarré avec 50 élèves en 6^e et 35 en 5^e. La rentrée scolaire 2015 a été repoussée à trois reprises par le ministère : 5 octobre au départ, puis 19 octobre et 9 novembre. En 2015-2016, nous comptons 120 élèves dont une quarantaine d'internes. Le coût de la scolarité demandée aux familles pour un externe est de 85 € par an².

1. Le frère Joseph Douet, pionnier de la mission en Guinée (à Ourous et Kataco), a été lâchement assassiné devant son bureau le 8 avril 2008 par deux jeunes catholiques du village pour des raisons non vraiment élucidées.

2. Le revenu moyen annuel pour un Guinéen était de 420 € en 2012.



LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

En Afrique de l'Ouest.

Population : 11 475 000 habitants

Superficie : 215 857 km². Capitale : Conakry

Religions : 20 % de chrétiens, 80 % de musulmans

Langues : le français (officiel), le soussou, le malinké, le poula (ou peul) et 13 autres...

Frontières : Guinée Bissau, Sénégal, Mali, Côte d'Ivoire, Liberia, Sierra Leone et océan Atlantique.

Climat : tropical (32° à Conakry)

Ressources minières : or, diamant, fer et bauxite qui représente les deux tiers des réserves mondiales.

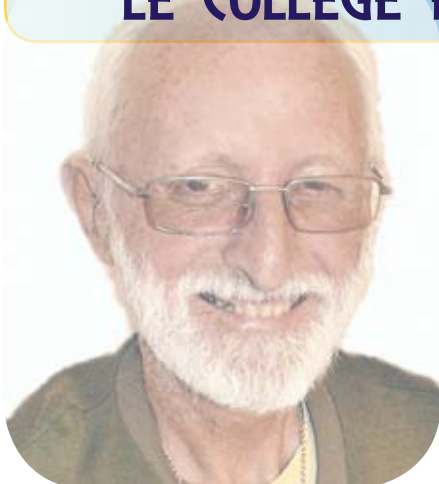
Cultures : mil, fonio et manioc, oranges, bananes, arachides et riz (mais insuffisamment).

Anciennement portugaises, les Rivières du Sud deviennent colonie française en 1891 sous le nom de Guinée. L'indépendance est obtenue en 1958. À la tête du pays, Ahmed Sékou Touré, règne jusqu'à sa mort en 1984. Lansa Conté sera réélu trois fois ensuite. Après son décès, un putsch porte Moussa Dadis Camara à la tête du Conseil national pour la démocratie et le développement. En 2009, il est rejeté par les Guinéens qui nomment Sékouba Konaté président de transition. Il conduit le pays vers une élection présidentielle libre le 15 novembre 2010. Depuis lors, c'est Alpha Condé qui gouverne.



LE COLLÈGE FRÈRE-JOSEPH-DOUET

EN
IMAGES



Le Rwanda. Qui en parle maintenant sinon, parfois encore, à l'occasion des conflits armés sur la frontière de l'immense et riche RDC (République Démocratique du Congo), ou bien en rappel historique de la « grande épreuve » de l'année 1994 ? Le Rwanda veut, dorénavant, se donner un destin : rassembler tout un peuple dans une unité dynamique, aller de l'avant ! À Butare, dans le sud du pays, au centre des jeunes sourds que dirige le frère de Saint-Gabriel Prudence Shirubute, on participe à cet élan vers l'avenir qui traverse tout le pays. Les échos que Saint-Gabriel Solidarité peut en avoir en témoignent.



L'école de sourds de Butare

Le projet pédagogique du centre. Le frère Prudence, directeur, précise : « Le centre de jeunes sourds-muets de Butare dispense une éducation spéciale aux jeunes malentendants qu'il intègre ensuite dans le système normal de l'éducation ». Et, en effet, « les enfants suivent les programmes de l'enseignement primaire de l'Éducation nationale, avec quelques allègements nécessaires. Une trentaine d'enfants suivent les cours d'une école publique voisine. Il est important de souligner que les professeurs du centre les accompagnent dans les classes avec les enfants entendants ». (F. Pierre Le Floc'h, ancien directeur, au retour d'un

séjour au centre, printemps 2015). Cette « pédagogie » s'est généralisée sur notre continent depuis quelques années déjà et le centre de Butare, comme on le constate, se l'approprie naturellement car « il a pour mission d'aider les jeunes sourds-muets à acquérir davantage une autonomie d'expression et des compétences pour participer à la vie socioéconomique du pays (...) Le centre de jeunes sourds-muets pratique donc une approche pédagogique qui est centrée sur l'éduqué. Tout processus éducatif tend vers l'individualisation. » (F. Prudence, note envoyée au C.A., octobre 2015).

On voit combien la prise en charge de ces 170 enfants, garçons et filles de 18 à 19 ans vivant en internat (la plupart des familles vivent dans la pauvreté et habitent bien loin), demande comme investissement humain, professionnel et financier. Certes, les filles suivent une formation à la broderie, à la couture, au tricot-machine et les garçons apprennent-ils la menuiserie, la maçonnerie



Élèves de Butare

et certains anciens élèves se regroupent, aussi, en associations pour « faire de la production » : uniformes, pulls pour les écoles, travaux de construction... Mais, on ne peut en rester là et sans doute faut-il aller au-delà de l'artisanat, fût-il de première nécessité !...



Atelier de couture avec le frère Pierre Le Floc'h et Félix, moniteur en maçonnerie. Les jeunes filles produisent broderie, pulls et uniformes qui sont ensuite commercialisés.

Les besoins pour un futur proche. Les jeunes sourds doivent avoir accès aux études d'un certain niveau comme les autres et pouvoir ainsi participer, pleinement, à cette extraordinaire aventure que constitue l'« accès à la modernité » d'un pays comme le leur. C'est pourquoi, la direction du centre s'oriente vers le lancement d'un cycle secondaire dont, déjà, deux classes sont construites. Les deux premières ! Ouverture, à la rentrée scolaire de 2016 ! On rêve aussi d'établir un centre professionnel qui donnera des certificats reconnus au niveau du pays ! Et, « aide-toi, le ciel t'aidera », le F. Prudence en directeur réaliste, veut faire d'un petit carré (déjà clôturé !) une bananeraie, et, d'un marais, une rizière !

Oui, il faut aider le F. Prudence !
Merci !

F. Michel Bernard



De Nova Contagem

(d'après un courrier du frère Daniel Petiteau)

Le Centre Éducatif communautaire Saint-Gabriel (CECOM) de Nova Contagem poursuit sa mission auprès des enfants, adolescents et jeunes qui connaissent des conditions sociales de vulnérabilité. Pour favoriser leur apprentissage scolaire, les technologies de l'information sont utilisées comme instrument pédagogique. Le projet « Atelier d'informatique » en partenariat avec l'école municipale concerne une quarantaine d'élèves de 11 à 16 ans qui reçoivent une bourse d'étude. Ces élèves



sont issus de milieux sociaux défavorisés liés souvent à des problèmes familiaux. Le CECOM met à leur disposition les salles et équipements nécessaires : ordinateurs, imprimantes, logiciels, matériels de bureau. Après avoir reçu une formation à la dactylographie et à l'informatique de base, en groupes de 10, ils reçoivent des cours de 50 minutes, cinq fois par semaine.

De Diamantine

Extraits d'un courrier de Jean-François Favreau (18 octobre 2015)

Un grand merci pour votre soutien. C'est essentiel car en ce moment la situation au Brésil est plutôt préoccupante : la crise s'est installée avec une inflation de plus de 10 % par an, beaucoup de scandales de corruption, des détournements d'argent. Les subventions que nous attendons des mairies avec lesquelles ont été signées des conventions ne sont pas honorées dans les temps. La mairie de Diamantine a huit mois de retard et nos éducateurs attendent pour le paiement de leurs salaires. Cette année, 45 jeunes sont accueillis à

l'EPIL dont trente comme permanents. Ils suivent des cours d'artisanat, d'informatique, de jardinage, de sport, de musique, de spiritualité. Il y a eu plusieurs jours de détente au Dacamão, au milieu de la nature, à 45 km de Diamantina, terrain donné aux frères en 1973. La visite de quatre groupes de Français a permis des travaux de rénovation de bâtiments et la construction de logements au Dacamão.

Si l'EPIL, œuvre centenaire, n'était pas fondée sur l'Amour, il y aurait des années qu'elle n'existerait plus.



GUINÉE

Aides aux transports



VICES
font

n'est pas un luxe pour l'école Montfort de Ourous. Grâce à vous, SGS a effectué

Les grandes distances, l'isolement, les nombreux services

qu'un véhicule

l'achat d'une Mitsubishi livrée en juin dernier. Le véhicule sert aussi à la paroisse, à la population, au transport des malades vers Koundara (20 kilomètres).

L'entreprise de voyages Nombalais de Challans (85) vient de remettre un car de transport scolaire au collège Saint-Gabriel de Katakodi. Le car est parti du Havre début novembre pour Conakry.

Saint-Gabriel Solidarité a pris en charge les frais de transport et de douane.



MADAGASCAR

L'école-collège de l'Immaculée d'Antso-bolo (Tananarive) a fêté, le 14 mai dernier, le 25^e anniversaire de sa création. Implanté à la périphérie de la capitale Tananarive, l'établissement accueille aujourd'hui 750 élèves dont la moitié est parrainée par plusieurs associations dont SGS (parrainage de 72 élèves). La scolarité annuelle demandée aux familles est de 31 €, somme trop élevée pour beaucoup de familles sans ressources. Les résultats aux examens sont

encourageants : 100 % au CEP et 90 % à l'examen fin 3^e (BEPC).

À Fandriana, il y a le projet d'ouvrir pour 2016 une école avec huit classes. Le lycée a obtenu les meilleurs résultats de la circonscription avec un taux de 86,5 % de succès au baccalauréat. L'école Montfort de Tamatave a fait une demande à Saint-Gabriel Solidarité pour 2016 (aide aux salaires des enseignants).



École de Tamatave

PROJETS SGS 2016

Madagascar (Tananarive, Fandriana, Tamatave)	22 000 €	Inde (Hazaribag)	8 000 €
Burkina Faso (Dédougou et Manga)	8 000 €	Guinée (Ourous et Katakodi)	10 000 €
Rwanda (Butare)	10 000 €	Les centres de Nova Contagem et de Diamantina au Brésil sont accompagnés par Sol Esperança	17 000 €

Le conseil d'administration du 21 octobre 2015 a prévu les dotations ci-dessus pour 2016. Elles sont rendues possibles par les dons reçus des adhérents et des associations partenaires ainsi que par la vente de calendriers. Soyez-en remerciés. En Guinée, la construction d'un établissement pour 1 000 élèves à Katakodi (*école, collège lycée*) est programmée sur les années à venir (2016-2019). Saint-Gabriel Solidarité a été sollicité pour y participer. Cette construction se fera en plusieurs étapes. Deux établissements de Brazzaville et de Kinshasha sollicitent une aide ponctuelle auprès de SGS (36 000 €).

LA SOLIDARITÉ COMME SOCLE DU VIVRE ENSEMBLE

Les mutations contemporaines menacent l'ensemble des hommes mais certains le sont plus que d'autres : les plus pauvres sont plus menacés que les plus riches et les générations à venir plus que les générations présentes. La précarité énergétique dont souffre déjà une bonne partie de nos concitoyens, ainsi que la sécheresse ou les inondations qui menacent la vie des populations plus pauvres en témoignent.

La solidarité fondée sur le principe de destination universelle des biens constitue l'un des socles de la foi chrétienne. Or, cette solidarité ne se réduit pas à l'aide à porter aux pauvres. Elle s'érige comme principe

organisateur de la vie collective. Elle est fondée sur l'idée que chaque homme et chaque femme ont quelque chose à donner et quelque chose à recevoir d'autrui. Le pauvre ne peut pas être réduit à sa pauvreté. Il est appelé, comme toute personne, à être cocréateur et à mettre ses compétences au service d'un projet commun. L'expérience récente de l'Église de France autour de Diacona 2013 a bien mis en évidence ce que produit une solidarité qui n'est pas pensée « pour » les plus pauvres, mais « avec et à partir d'eux ».

Mgr Jean-Luc Brunin, président du conseil Famille et société de l'Église de France (15 janvier 2015)

AIDE INTERNATIONALE

Deux étudiantes, Émeline Poupet et Léa Bodet, originaires de Maulévrier (49), se sont rendues à Hyderabad (Inde) pour se mettre à la disposition du centre Montfort (MSI) pendant cinq semaines au cours de l'été dernier. L'association SGS a facilité l'organisation de leur séjour. La découverte d'une autre civilisation, celle des conditions de vie ou de survie dans les bidonvilles, l'engagement des frères et de leurs associés les ont particulièrement marquées. Le MSI, créé pour les enfants de la rue et abandonnés par leurs familles, a été lancé par le frère Varghèse, fsg. Le centre est un refuge et un foyer pour les enfants. Ils sont ainsi éloignés de la violence, de la drogue, de la maltraitance et de la faim et peuvent rêver de leur avenir. Il est prévu de doubler les effectifs dans les mois qui viennent.



Dans un bidonville de Hyderabad

Léa et Émeline avec les jeunes du MSI

Résultats d'examens 2015

À Ourous (Guinée). L'école Montfort a été classée première de la préfecture de Koundara avec 100 % de réussite à la fin du CM2.

À Dédougou (Burkina Faso). Brevet : 82,5 % ; Bac A : 97 % ; Bac D : 81 % ; 21 mentions au baccalauréat pour 76 admis.